Les profits contre l'emploi et les salaires

LCR

Bulletin de la **Ligue Communiste Révolutionnaire** 57 / **Février 2008**
Portes-parole : Olivier BESANCENOT, Alain KRIVINE et Roselyne VACHETTA

Des profits comme jamais et casse massive des emplois.

Liste impressionnante ! C'est Gandrange où Arcelor-Mittal et ses 7,5 milliards € de profits (+ 30%) entreprend le démantèlement du site et casse 590 emplois dès 2008. L. Mittal, le patron, est la 5ème fortune mondiale… C'est Metz Borny où Peugeot-Citroën engrange 885 millions € de profits et liquide 80 emplois. C'est Carling où Total Petrochemicals détruit 100 emplois du site alors que le groupe reste le champion français :12,2 milliards d'euros de profits. Toujours dans notre région, c'est Toul où Michelin Kléber réalise 776 millions € de profits (+35%) tout en détruisant 825 emplois. Sarkozy et ses amis du CAC 40 auront du mal à nous convaincre que « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain » !

Profits records et exploitation maximum.

Difficile de trouver de pires conditions de travail que chez Aldi : stress maxi, temps partiel imposé aux femmes, salaires de misère. Après 10 jours de grève au dépôt d'Ennery en décembre, Albrecht, le patron, 13ème fortune mondiale, n'a pas lâché 1€ ! Et les grèves se multiplient comme chez Ikea au dépôt de Woippy au moment où le PDG conforte sa 4ème place au palmarès mondial.

Attendre « le retour de la croissance » ?

Pendant que les prix flambent, pour l'emploi et les salaires, il faudrait attendre patiemment. Attendre le « retour de la croissance »... Mais elle n'est jamais partie ! Ces 20 dernières années, elle a été de 2% en moyenne : ça veut dire que

suite en page 2

nous, les salariés, nous produisons aujourd'hui 50% de richesses de plus qu'en 1987 ! Si l'objectif avait été de réaliser vraiment le plein emploi, nous y serions ! Leur but n'est pas de lutter contre le chômage mais contre les chômeurs !

Changer le partage des richesses.

Durant ces mêmes 20 années, le salaire (direct et socialisé) n'a augmenté que de 25%, alors que le profit a augmenté de 100%. Il est urgent de changer la donne par notre action !

Des mesures d'urgence.

- interdiction des licenciements
- propriété publique et démocratique des grands groupes comme Mittal
- augmentation générale des salaires: +300€ pour tous, SMIC à 1500€ net et personne sous le SMIC
- retraite à 60 ans pour 37,5 annuités et 75% du salaire d'activité dans le public comme dans le privé
- augmentations automatiques des salaires indexée sur les prix

---

Grève à Cora-Mondelange

Vendredi 15 février en fin de matinée, les salariés de l'hypermarché de Cora à Mondelange en Moselle, très remontés contre les résultats de la négociation annuelle sur les salaires qui s'est conclue le 8 février, ont débrayé massivement et se sont rassemblés sur leur lieu de travail à l'appel de la CGT. Le recours aux contrats à temps partiel systématiquement imposés par le patronat place de plus en plus de salariés du commerce, principalement des femmes, sous le seuil de pauvreté. La direction du Cora n'a pas accordé les 60 euros d'augmentation revendiqués, mais sous la pression de la mobilisation, elle a dû concéder 4 % d'augmentation immédiate et un engagement à ce que les contrats à temps partiel ne passent pas en dessous de 28 heures. Le résultat est modeste mais les acquis obtenus sont toujours bons pour le moral, d'autant que les 2h30 de grève seront payées.

Les élections municipales sont la première occasion de sanctionner dans les urnes la politique de Sarkozy. Parce que nous avons besoin d'une gauche déterminée qui défend l'urgence sociale autour de mesures concrètes, nous présentons une liste composée de salariés et de jeunes, de femmes et d'hommes, militants syndicaux et associatifs qui se battent pour un véritable changement social.

le 9 mars, votez pour la liste

Nos vies valent plus que leurs profits !

conduite par Odile Vincent-Falquet, 37 ans, conseillère principale d'éducation

Visite d'Olivier Besancenot à Rombas

Jeudi 14 février, il est 12h30. A Rombas en Moselle, à quelques kilomètres du site d'Arcelor-Mittal de Gandrange, 80 personnes sont rassemblées pour un rendez-vous militants avec Olivier Besancenot. Il y a là, des jeunes du lycée de Rombas, des cheminots, des salariés de la vallée ainsi qu'une délégation de la CGT d'Arcelor-Mittal. Un syndicaliste du site donne son sentiment sur l'importance de cette visite. « Pour nous, Olivier Besancenot représente un très bon soutien. Il défend les idées d'extrême gauche de la classe ouvrière. » La veille, le patron de Mittal a annoncé des bénéfices records pour le groupe en 2007. Plus de 7,5 milliards d'euros avec une hausse de 30 % par rapport à l'année précédente. Il a également confirmé la fermeture de l'aciérie de Gandrange avec le cynisme habituel du licencieur qui prétend que « c'est la meilleure option pour les salariés » et sans aucune considération pour les balivernes de Sarkozy prononcées les semaines précédentes. Après une courte introduction sur l'importance qu'il y aurait à fédérer les résistances éclatées et à relayer le combat social au niveau national, le débat est lancé. Pour les sidérurgistes, ce n'est pas seulement 600emplois directement menacés mais c'est aussi 300 salariés des entreprises sous-traitantes et plus d'une centaine d'intérimaires dont l'emploi va disparaître. De plus, dans l'usine où les reconversions sont programmées, 300 jeunes en contrats précaires avaient obtenus récemment une promesse d'embauches définitives. Ce sont eux qui risquent d'être les principales victimes des plans d'accompagnements tant vantés par ailleurs. Le jackpot des actionnaires comme aime à le rappeler Olivier, c'est la raison d'être du capitalisme et le problème du mouvement ouvrier aujourd'hui , c'est de reposer la question de l'absurdité d'un système qui subventionne les licenciements. Le soutien et la solidarité dans les luttes sociales, c'est un combat qui se conjugue avec une démarche politique. Tel est l'enjeu aussi du débat avec les salariés pour la construction d'un nouveau parti et qui suscite partout un intérêt croissant.

Lors de son congrès en janvier 2008, la LCR a lancé un appel à tous ceux qui veulent se battre, pour s'unir dans un nouveau parti, un parti des luttes, pour la rupture avec le capitalisme. C'est dans cette optique que nous vous invitons à une

Réunion publique pour la construction d'un **nouveau parti anticapitaliste**

le 27/03 à 20h à la maison des associations,

1 rue du Coëtlosquet à Metz (près de la place de la République)

Olivier Besancenot en Moselle-Est : un succès

Dans la foulée de la rencontre publique à Rombas, en solidarité avec les salariés d'Arcelor-Mittal, O. Besancenot s'est rendu à St-Avold. La section LCR Moselle-Est avait invité des militants de la plate-forme chimique de Carling (Total/Arkéma), de Hambach (Smart), de Bitche ou l'hôpital est menacé de fermeture. Des cheminots et plusieurs jeunes ont également participé à cette discussion. Au cours de cette conviviale rencontre à laquelle ont participé une vingtaine de personnes, les différents intervenants ont pu s'exprimer sur leurs attentes au quotidien. La nécessité d'une mobilisation unitaire se fait jour face à la politique régressive du gouvernement. C'est dans ce cadre que Olivier a réaffirmé, face à des oreilles attentives, son soutien aux luttes et développé les grandes lignes prometteuses du nouveau parti anticapitaliste qui se construit. Merci Olivier pour ce coup de main donné à notre implantation dans l'est du département !

Kleber à Toul : Première victoire

Après 3 jours de grève durant lesquels 2 membres de la direction de l'usine ont été retenus par les salariés en colère, les conditions de départ scandaleuses proposées par la direction ont radicalement changé : d'une prime de 3 à 9 mois de salaire on passe à 2500€ par année d'ancienneté. C'est une première victoire mais l'objectif des salariés reste la sauvegarde de tous les emplois. Preuve est faite, une fois de plus, que la lutte paie ! Celle des Kleber continue !

Mobilisation pour le maintien de l'hôpital de Bitche

Après la fermeture de la maternité en 98, c'est maintenant tout l'hôpital qui est menacé. Les pouvoirs publics, autorité de tutelle, n'ont rien fait pour empêcher le CA de l'hôpital d'accumuler 2 millions d'euros de déficit par sa mauvaise gestion. L'hôpital ne doit pas fermer, c'est un service public, il est utile (l'hôpital le plus proche est à 38min en ambulance) et n'a pas à être rentable. Une manifestation est prévue le 1er mars suivie d'un débat avec les personnels et les usagers.

N'hésitez pas à nous contacter
pour demander des informations sur les propositions et les campagnes de la LCR,
pour nous donner des informations sur ce qu'il se passe dans votre entreprise...
ou tout simplement pour nous rejoindre !

Ligue Communiste Révolutionnaire

lcr57@nomade.fr - 06.26.12.77.18 - rouge57.chez-alice.fr